

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

Simulation de marée noire à Villefranche

- Actualité - Local -



Date de mise en ligne : jeudi 19 octobre 2006

Nice Premium



08h44 : le second mécanicien du navire « Dream of the Seas » effectue une fausse manoeuvre et vidange malencontreusement une caisse à eaux mazouteuses dans la rade au large de Villefranche-sur-Mer. La nappe de goudron est remarquée par un plaisancier. Elle menace le rivage. Une action coordonnée est obligatoire.

Ceci n'est qu'un scénario. Dans le cadre du plan infra-POLMAR, l'exercice fictif permet à la cellule de crise communale, activée à cet effet, de gérer une crise de façon stratégique, et répondre ainsi au volet « risques technologiques » des « plans communaux de sauvegarde ». Il a pour objectif d'instaurer la « culture du risque » pour rappeler qu'une catastrophe écologique ici est possible. Rôder les personnels municipaux leur permettra de ne pas s'affoler en cas de pollutions et savoir qui fait quoi et ce que chacun doit faire. Il y a un an, les plages de Beaulieu-sur-Mer et Saint-Jean-Cap-Ferrat avait connu une pollution littorale à cause d'un dégazage intempestif.

Le Correspondant Polmar Communal (CPC), prévenu par la police municipale, informe le maire. Et la cellule de crise se met alors en place. Premières décisions : on prévient les CPC des communes voisines, la Préfecture, le SDIS, la gendarmerie, FORCE06, la CANCA, la CCI qui gère le port, la DDE, le Conseil Général et le Conseil Régional.



La Police Municipale se coordonne

Toutes ces institutions devront apporter toute l'aide nécessaire et rester à l'écoute de la commune touchée durant toute la durée de la crise. Tout cela reste du protocole. L'exercice est laborieux. Les CPC ont reçu une formation. Pas les autres acteurs. On tâtonne, on s'interroge. La cellule fictive de crise autour de Mme Hattenberg, jouant le rôle du Maire, tente de prendre en compte tous les éléments. « On prend l'arrêté municipal 47-48 ». Il correspond au déclenchement du plan infra-Polmar. On fait appel à un huissier pour constater les propretés des plages. Il vient alors le questionnement de la communication aux médias de l'information. L'ensemble des médias ou seulement la radio pour relayer au plus grand nombre l'info de façon immédiate. On cherche à contacter tous ceux qui travaillent en mer ou avec l'eau de mer. Les services techniques devront interdire l'accès aux plages qui risquent d'être souillées. On évalue les besoins humains et matériels.



Marc Lafaurie

« Ce genre d'exercice est important pour les communes littorales de la Communauté d'Agglomération. On teste les procédures. Il faut les aider à comprendre ce problème. 100 pétroliers passent au large. Il y a aussi des dégazages. Depuis trois ans, le CEDRE forme les CPC sur la pollution marine. Ils sont même allés à Brest pour apprendre à gérer les crises », explique Marc Lafaurie, vice-président de la Communauté d'agglomération Nice Côte d'Azur délégué à l'Environnement. Lors du scénario fictif, Marc Lafaurie se trouve dans une deuxième salle représentant la cellule de crise extérieure à la commune où sont représentés tous les intervenants auxquels fera appel la municipalité durant l'exercice. « C'est bien. On peut mieux se coordonner car dans le réel on ne se trouvera pas dans la même pièce. On apprend à se connaître », confie Monsieur Lafaurie. Cette cellule s'organise mieux. Les personnes présentes, parmi lesquelles Arnaud Guena du CEDRE (Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les Pollutions Accidentelles des Eaux), venu spécialement de Brest, ont plus l'habitude de gérer ce genre de crise. La méthode est sûre et les interventions méthodiques.

De cet exercice, décidé par la CANCA et dont la Commune de Villefranche-sur-Mer s'est portée volontaire, on retiendra la complexité d'application d'une alerte. Face à elle, la simulation paraît alors indispensable au cas où le fictif devienne réel.